

Pays à risque: Rapport d'activités

Classement 2018 de l'Indice CSI des droits dans le monde

5 – Les droits ne sont pas garantis

4 – Violations systématiques des droits

Afrique	Amériques	Asie	Europe	Moyen-Orient
Eswatini (4)	Brésil (4)	Corée (5)	Belarus (5)	Bahreïn (5)
Mauritanie (5)	Colombie (5)	Cambodge (5)	Kazakhstan (5)	Iran (5)
Zimbabwe (5)	Guatemala (5)	Myanmar (4)	Turquie (5)	Algérie (5)
	Mexique (5)		Ukraine (5)	Égypte (5)

Afrique

Eswatini (nouveau nom du Swaziland): L'action de la CSI auprès de l'OIT a permis l'enregistrement officiel de l'affiliée de la CSI, ATUSWA; la suppression de la loi sur le terrorisme a été amendée afin de ne plus assimiler les activités syndicales au terrorisme. L'accès aux marchés américains dans le cadre de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) a été rétabli en 2017, une fois que le gouvernement a amendé la législation pour la rendre conforme aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence (CAN) et pris en compte les recommandations de la confédération syndicale TUCOSWA vis-à-vis de la loi sur les relations professionnelles et de la loi sur les intermédiaires du recrutement. En ce qui concerne le cas n°269/17 relatif au *Swaziland Union of Financial Institutions and Allied Workers* (Syndicat des institutions financières et travailleurs connexes du Swaziland) et à la banque Nedbank Limited, le tribunal du travail a rendu une décision en août 2017 qui réaffirme que le droit de grève est un droit fondamental et que le remplacement des travailleurs en grève est illégal. En dépit de ces avancées, de considérables difficultés persistent pour garantir la liberté syndicale dans le pays. En 2018, les forces de police ont réprimé à plusieurs reprises des manifestations pacifiques et, par ailleurs, les efforts du TUCOSWA pour établir le dialogue continuent d'être mis à mal.

Mauritanie: La pression internationale exercée par la CSI a permis de mettre fin, en 2018, au contrôle judiciaire opéré par le gouvernement et à l'interdiction de déplacement imposée au secrétaire général de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), Samoury Ould Beye, et au secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), Abdellah Naha. Suite aux rapports que la CSI a transmis à l'OMC et aux requêtes concernant la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) déposées avec l'aide de l'AFL-CIO, le gouvernement a accepté une mission de contacts directs de haut niveau de l'OIT et une feuille de route en vue de finaliser et d'adopter un plan d'action sur le travail forcé, et s'est engagé à faciliter l'organisation d'élections sociales d'ici à mars 2019. Des difficultés subsistent au niveau de la protection des victimes et de leur accès à la justice, en raison du manque d'efficacité de la loi contre l'esclavage dû à la non-application des décrets.

Zimbabwe: Le soutien de la CSI en faveur de la campagne contre le «vol des salaires» organisée par la confédération syndicale ZCTU a permis de faire progresser la liberté syndicale dans le secteur du sucre; le Conseil de négociation de l'industrie sucrière a en effet décidé de mettre un terme aux décisions arbitraires des employeurs liées aux déductions des cotisations syndicales. En outre, un

accord décisif a été conclu dans ce même secteur pour interdire à la direction d'une entreprise de transférer des membres d'un syndicat à un autre syndicat à leur insu et pour lutter efficacement contre la déduction forcée des cotisations syndicales dans le but d'affaiblir les syndicats. Par ailleurs, le gel des avoirs du ZCTU a été levé. Il demeure difficile d'assurer le paiement régulier des salaires et de mettre en œuvre la feuille de route tripartite signée pour appliquer les recommandations de la mission de haut niveau de l'OIT formulées en 2017. En 2018, la liberté syndicale et le droit de se syndiquer sont encore menacés, comme en témoignent les violences policières à l'encontre des manifestations pacifiques du ZCTU et l'arrestation de ses dirigeants.

Amériques

Brésil: Malgré l'intense campagne menée par la CSI, ses affiliées et les Fédérations syndicales internationales, l'ex-président Lula est toujours prisonnier politique et la décision qui l'a empêché de se porter candidat aux élections présidentielles est un simulacre de justice qui démontre l'emprise que peuvent avoir les entreprises sur l'ensemble du système institutionnel brésilien. Les autorités font obstacle aux droits du travail à une vitesse record. Le mouvement syndical international a l'intention d'aider les syndicats brésiliens à surveiller de près les violations et à défendre le respect des droits des travailleurs sous le nouveau gouvernement du président d'extrême droite Bolsonaro, et continuera à soutenir Lula, en demandant sa libération.

Colombie: Les syndicats colombiens, avec le soutien de la CSI et de la TUAC, sont parvenus à intégrer des revendications syndicales dans le processus d'adhésion de la Colombie à l'OCDE. Le pays a finalement été invité à adhérer à l'OCDE en 2018 mais, depuis plus de quatre ans, les syndicats interpellent clairement les membres de l'OCDE au sujet de l'incapacité du gouvernement colombien à progresser dans le domaine des droits syndicaux et de la sécurité des syndicats. D'importantes questions relatives au travail ont également été inscrites dans le cadre de suivi établi après l'adhésion. L'accord de paix colombien obtenu avec l'aide des syndicats fut une grande victoire, mais la promesse du processus de paix est gravement menacée. En effet, les compagnies minières déplacent leurs activités dans des zones indigènes et les paramilitaires se regroupent pour s'installer dans des lieux que les FARC ont quittés selon les termes de l'accord de paix. Cette situation extrêmement préoccupante compromet le processus de paix, et la violence croissante à l'encontre des syndicalistes ne fait qu'aggraver le problème.

Guatemala: La plainte déposée à l'OIT par les travailleurs a abouti à une réforme des réglementations de l'inspection du travail, qui était demandée depuis longtemps. Grâce aux changements adoptés en 2017, les inspecteurs ont été investis de nouveaux pouvoirs, notamment de la faculté d'imposer des sanctions aux employeurs qui enfreignent le Code du travail. Les discussions menées sous l'égide de l'OIT ont également aidé les syndicats du Guatemala à créer un Comité tripartite de la liberté syndicale et des relations de travail au niveau national. L'éventuelle suppression de la Commission des Nations Unies contre l'impunité au Guatemala demeure une question difficile que la communauté internationale et le mouvement syndical auraient tout intérêt à prendre au sérieux. La CSI va continuer d'aider les affiliées à suivre la mise en œuvre des accords internationaux conclus avec le gouvernement afin d'établir une législation du travail juste.

Mexique: L'approbation des réformes constitutionnelles, puis la décision du Sénat mexicain, le 20 septembre 2018, de ratifier la Convention n°98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective, représentent d'importantes victoires pour les travailleurs mexicains, faisant suite à une campagne soutenue organisée par la centrale syndicale nationale UNT, la CSI, la CSA et les Fédérations syndicales internationales. Si la législation mexicaine s'aligne sur la Convention, les

travailleurs n'auront plus à supporter les prétendus «contrats de protection» utilisés depuis des décennies, dans le cadre desquels des syndicats fictifs passent des accords frauduleux avec les employeurs pour le compte des travailleurs, à leur insu ou sans leur consentement. La difficulté est désormais de s'assurer de l'élimination effective de ces contrats de protection dans la pratique.

Asie

Corée: Les syndicats coréens ont réussi à abolir la réforme régressive de la législation du travail mise en place par le gouvernement de l'ex-présidente corrompue Park Geun-hye, opposé aux syndicats et dominé par les conglomérats, les *chaebol*. Quelque 70.000 personnes avaient participé au rassemblement citoyen organisé par la confédération syndicale KCTU, le 14 novembre 2015. Au cours de l'année suivante, Han Sang-gyun, le président de la KCTU, a été condamné à trois ans de prison et plus de 200 dirigeants de la KCTU ont été arrêtés. Cinquante-six d'entre eux ont été poursuivis au pénal. Une large coalition réunissant plus d'une centaine de syndicats et d'organisations progressistes de la société civile s'est formée pour restaurer la démocratie en Corée, ce qui a donné lieu à une mobilisation de trois mois à l'échelle nationale entre novembre 2016 et mars 2017 pour demander la démission de Park Geun-hye. Plusieurs millions de citoyens ont participé à ces mobilisations hebdomadaires, connues sous le nom de «révolution des bougies». Park Geun-hye a été destituée et emprisonnée pour corruption et abus de pouvoir en avril 2017. Par ailleurs, le président de Samsung a été condamné à cinq ans de prison pour corruption et complicité. Le nouveau président du pays, Moon Jae-in, a libéré sous caution les dirigeants de la KCTU, Han Sang-gyun et Lee Young-joo, et s'est engagé à ratifier la Convention n°87 de l'OIT d'ici à 2019. Suite à une campagne nationale et internationale, conjuguée aux activités de syndicalisation et de mobilisation du KMWU et du collectif SHARPS destinées aux travailleurs et aux victimes des maladies professionnelles chez Samsung, le *chaebol* hostile aux syndicats a signé un accord historique avec le KMWU pour reconnaître le syndicat et régulariser 6.000 travailleurs/euses en sous-traitance. Les pratiques antisyndicales de Samsung ont été largement dénoncées par les syndicats aux niveaux national, régional et international à travers la publication réalisée conjointement par la CSI et IndustriAll, «Samsung: Technologie moderne, conditions de travail moyenâgeuses» et la campagne organisée par la suite. Le gouvernement coréen enquête actuellement sur les litiges antisyndicaux de Samsung afin de poursuivre le *chaebol* au pénal.

Cambodge: Au Cambodge, la liberté syndicale, la liberté d'expression et le droit de grève sont menacés depuis la grève des travailleurs de la confection en janvier 2014. La démocratie a reculé au Cambodge après la dissolution du plus grand parti d'opposition et la réélection du Premier ministre Hun Sen en 2018, après 33 ans au pouvoir – le record de longévité en Asie. La loi syndicale adoptée en 2015 et la répression contre les médias indépendants n'ont fait qu'aggraver le climat antisyndical. Les syndicats font l'objet d'une surveillance financière et administrative de la part du gouvernement et subissent en outre de rigoureuses restrictions en ce qui concerne la représentation des travailleurs au niveau de la négociation collective, des conflits de travail et des grèves. La législation tout aussi restrictive des ONG ordonne l'enregistrement de toutes les associations nationales et internationales, impose la «neutralité politique» et accorde un pouvoir discrétionnaire illimité aux ministres à l'égard de leurs activités. Le gouvernement cambodgien freine le rétablissement de la démocratie et des droits et devient de plus en plus dépendant des investissements chinois; il s'illustre par ses mauvais résultats en termes de violations des droits humains et syndicaux, telles que la discrimination à l'encontre des syndicats indépendants.

Myanmar: Après deux décennies d'exil en Thaïlande, la fédération syndicale CTUM a finalement été enregistrée en 2015. Depuis cette date, la CTUM a syndiqué un nombre impressionnant de travailleurs mais, malgré tout, moins de 1% de la main-d'œuvre est syndiquée. Les travailleurs du

secteur informel sont dans l'impossibilité d'adhérer à un syndicat et de nombreux lieux de travail dirigés par le gouvernement et les forces militaires refusent l'accès des travailleurs aux syndicats. Il n'y a pas de loi sur la négociation collective, et les licenciements discriminatoires sont en forte augmentation actuellement. La CTUM et les autres syndicats jouent un rôle indispensable pour amender la législation du travail lacunaire et devenue obsolète et pour régler les conflits du travail à un niveau tripartite. D'un autre côté, aucun progrès n'a été réalisé en matière de protection des droits des minorités, notamment des Rohingya, comme en témoigne la crise qui sévit dans l'État de Rakhine. Bien que les militaires contrôlent encore tous les secteurs stratégiques et les ressources naturelles du pays, le gouvernement civil élu doit montrer qu'il respecte le droit international et doit empêcher de nouvelles violations des droits humains des minorités ethniques. Les réformes politiques, les négociations de paix dans les zones de conflit et les droits commerciaux et humains doivent progresser en faisant participer les syndicats, la société civile et toutes les minorités ethniques.

Europe

Belarus: La CSI a dénoncé la lourde condamnation des dirigeants syndicaux biélorusses Gennady Fedynich et Ihar Komlik, du Syndicat de l'industrie radiophonique et électronique du Belarus (REP), le 24 août 2018. Gennady Fedynich et Ihar Komlik ont injustement été reconnus coupables de ne pas avoir payé leurs impôts personnels sur les programmes de solidarité internationaux et ont été condamnés à une amende de 47.560 BYN (plus de 23.000 USD), à une peine d'emprisonnement de quatre ans avec sursis et à l'interdiction d'occuper des postes de direction pendant cinq ans. La CSI continue de soutenir la lutte des syndicats indépendants du Belarus.

Kazakhstan: En juillet 2018, la CSI a salué la libération conditionnelle de deux dirigeants du mouvement syndical indépendant du Kazakhstan, Nurbek Kushakbaev et Amin Eleusinov, en demandant que toutes les charges retenues contre eux soient abandonnées, de même que les fausses accusations à l'encontre de Larisa Kharkova, la présidente de la Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan (CITUK/KNPRK). Nurbek Kushakbaev et Amin Eleusinov ont été emprisonnés pour avoir participé à des manifestations pacifiques, et Larisa Kharkova a été condamnée à une peine judiciaire limitant sa liberté de circulation avec confiscation de ses biens. Les trois dirigeants ont tous eu l'interdiction d'occuper des postes dans les organisations publiques, notamment les syndicats. Les difficultés portent sur l'annulation de l'enregistrement de la CITUK et des syndicats indépendants, les nouvelles fausses accusations contre les dirigeants de la CITUK et l'application persistante d'une législation syndicale répressive qui menace la liberté syndicale.

Turquie: L'État d'urgence a été levé mais le pays est toujours gouverné par décrets. Au total, 169.013 personnes font l'objet de poursuites pénales, y compris pour avoir participé à des activités syndicales légitimes. Depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, plusieurs milliers de travailleurs ont été licenciés sans préavis. En avril 2017 seulement, 3.974 travailleurs ont été licenciés dans les services publics. En 2017 et 2018, le gouvernement a interdit de nombreuses grèves organisées dans les secteurs du verre et du métal, les jugeant «préjudiciables à la sécurité nationale». Les manifestations organisées dans le nouvel aéroport d'Istanbul pour protester contre la mort de 37 employés en raison des normes insuffisantes de santé et de sécurité au travail ont donné lieu à l'arrestation de 600 travailleurs, et 27 représentants syndicaux sont toujours emprisonnés, comme Özgür Karabulut, présidente du Devrimci Yapı-İş – DİSK. La CSI entend continuer à soutenir ses affiliées en Turquie dans leur combat pour les droits fondamentaux et les libertés, conformément à la déclaration commune de mai 2017, adoptée par la CSI, la CES et leurs affiliées turques.

Ukraine: La liberté syndicale et le droit des organisations syndicales à s'administrer de façon autonome sont sérieusement menacés. De nouvelles lois adoptées en 2017 obligent désormais les membres syndicaux à communiquer chaque année de nouvelles déclarations électroniques sur leurs biens personnels, et les militants font l'objet de violences et de harcèlement de la part de groupes non identifiés, comme la récente attaque perpétrée par une trentaine de militants inconnus prétendument membres du présidium de la fédération syndicale FTUU qui assistaient à une réunion dans les locaux du syndicat. De plus, les arriérés de salaire ont fortement augmenté, et les travailleurs non payés, au bord du désespoir, mènent des actions de protestation spontanées, comme les 94 mineurs de la mine d'uranium d'Ingulska qui ont ensuite été poursuivis en dommages-intérêts par leur employeur.

Moyen-Orient

Bahreïn: Avec le soutien de la CSI, la fédération syndicale GFBTU a réussi à faire enregistrer un nouveau syndicat, le *General Services Trade Union* (Syndicat général des services – GSTU), qui compte des travailleurs migrants parmi ses membres. En outre, l'interdiction de déplacement imposée au secrétaire général adjoint de la GFBTU a finalement été levée. En 2018, le gouvernement a accepté une mission de contacts directs de l'OIT, et des progrès sont à signaler en ce qui concerne la mise en œuvre des accords tripartites de 2012 et 2014. D'autres travailleurs ont été réintégrés et, par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à réexaminer la législation. Cependant, la discrimination subsiste dans le pays et les nouveaux licenciements discriminatoires sont traités de manière arbitraire. La syndicalisation demeure difficile dans le secteur public. La CSI va continuer de soutenir ses affiliées au Bahreïn qui luttent pour les droits fondamentaux et les libertés.

Iran: La CSI est très préoccupée par le signalement de nouvelles attaques et de détention de travailleurs en raison de leur activité syndicale, lors desquelles les forces de sécurité, entre autres actions, font irruption en pleine nuit au domicile des syndicalistes de divers secteurs, ou s'en prennent aux personnes qui ont participé aux manifestations de janvier 2018. Les sidérurgistes de National Steel, à Ahvaz, ont été détenus pendant plusieurs jours parce qu'ils avaient participé à une grève au sujet des arriérés de salaire. Mohammad Habibi, le secrétaire de la Fédération des enseignants iraniens, a été arrêté dans sa classe devant ses élèves. Les agents des forces de sécurité lui ont jeté du gaz poivre et l'ont menotté avant de le conduire chez lui, où ils ont procédé à une fouille. Ils l'ont ensuite emmené à la prison d'Evin, où d'autres syndicalistes sont détenus de manière arbitraire depuis des années. Les travailleurs de la sucrerie Haft Tapeh, qui protestaient contre un retard de six mois de salaire, ont enfin été payés au terme d'une longue campagne pendant laquelle les manifestants ont subi une violente répression. Même après la levée des sanctions internationales, la mauvaise gestion de l'économie est largement répandue, en grande partie du fait de l'emprise omniprésente que l'armée iranienne exerce sur l'économie, et de l'influence des ecclésiastiques conservateurs. Les travailleurs qui prennent part à l'activité des syndicats indépendants risquent une forte répression, notamment l'emprisonnement sur la base de fausses accusations, comme dans le cas de Reza Shahabi, Esmail Abdi, Ebrahim Madadi, et de nombreuses autres personnes. En 2018, selon les informations obtenues, 150 chauffeurs routiers ont été arrêtés et 17 militants ont été condamnés à mort par un tribunal de la province de Qazvin. La CSI va continuer de soutenir les Fédérations syndicales internationales et leurs affiliées en Iran.

Algérie: La liberté syndicale et le droit d'adhérer à un syndicat indépendant sont toujours menacés. Depuis 2015, aucun progrès n'a été réalisé concernant l'enregistrement des syndicats indépendants. Parallèlement, le Code du travail, qui en est au stade de projet depuis 2011, n'a toujours pas été adopté. Les violences policières et le harcèlement en général contre les dirigeants des syndicats indépendants se poursuivent; de même, les licenciements abusifs et la discrimination antisyndicale

sont généralisés à l'encontre des affiliées de la confédération syndicale CGATA. La CSI a fait part des dernières violations à la Commission de l'application des normes de l'OIT et au Comité de la liberté syndicale. Plusieurs demandes d'intervention urgente ont été adressées à l'OIT en partenariat avec les Fédérations syndicales internationales.

Égypte: Il est alarmant de constater que la répression de l'État égyptien contre le mouvement syndical indépendant ne cesse de croître. Le cadre législatif, en particulier la nouvelle loi n°213/2017, empêche toute tentative de se syndiquer librement en imposant des conditions excessives et exagérées, tandis que la police et les forces armées répriment systématiquement les grèves pacifiques, frappent et arrêtent les manifestants et, dans certains cas, procèdent à l'arrestation «préventive» de membres syndicaux. Par ailleurs, le «processus de régularisation» imposé par la loi et dans le cadre duquel les syndicats sont obligés de présenter de nouveaux documents pour obtenir une reconnaissance juridique, a donné lieu à un nombre incalculable de violations du droit de créer des syndicats et d'adhérer à un syndicat. La CSI a signalé les dernières violations à la Commission de l'application des normes de l'OIT et a utilisé les mécanismes d'examen de l'OMC pour faire part de ces problèmes.